

## Table annuelle des jurisprudences parues dans VIGIE - 2017

RUBRIQUE	JURISPRUDENCE	NUMÉRO DE VIGIE
<b>Statut général et dialogue social</b>	Un syndicat qui ne retire pas un préavis illimité en l'absence de grévistes ne commet pas d'abus si aucune entrave à la liberté de travail ou d'atteinte à la sécurité du personnel n'est établie <a href="#">CCass, ch. soc., 8 décembre 2016, n° 15-16.078</a>	<a href="#">n° 87 – janvier 2017</a>
	Un manquement volontaire et inexcusable à des obligations d'ordre professionnel et déontologique engage la responsabilité personnelle d'un maire devant la juridiction judiciaire <a href="#">CCass, ch. crim., 29 novembre 2016, n° 15-80.229</a>	<a href="#">n° 88 – février 2017</a>
	La protection fonctionnelle s'applique aux collaborateurs occasionnels du service public <a href="#">CE, 13 janvier 2017, n° 386799</a>	
	Nature des frais payés au titre de la protection fonctionnelle des agents publics : « <i>Les frais payés au titre de la protection fonctionnelle des agents publics en application de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 (portant droits et obligations des fonctionnaires) sont des frais non payés par l'État au sens de l'article 475-1 du code de procédure pénale</i> ». <a href="#">CCass, avis, 9 janvier 2017, n° 17001</a>	<a href="#">n° 90 – avril 2017</a>
	Un agent qui diffuse sur Internet des éléments détaillés et précis sur l'organisation de son service méconnaît son obligation de discrétion professionnelle <a href="#">CE, 20 mars 2017, n° 393320</a>	
	La consultation, à titre personnel, d'un fichier professionnel et la communication à des tiers non habilités des informations confidentielles qu'il contient constituent un manquement au devoir de réserve et de discrétion professionnelle <a href="#">CE, 31 mars 2017, n° 392316</a>	<a href="#">n° 91 – mai 2017</a>
	Possibilité pour un agent en grève de bénéficier de la protection fonctionnelle <a href="#">CE, 22 mai 2017, n° 396453</a>	
Manquement du devoir de réserve et de discrétion professionnelle d'un fonctionnaire qui se prévaut de la qualité de lanceur d'alerte <a href="#">CE, 24 mai 2017, n° 389785</a>	<a href="#">n° 92 – juin 2017</a>	

<b>Statut général et dialogue social</b>	Précisions sur les modalités d'attribution des sièges des représentants du personnel au sein des commissions administratives paritaires <a href="#">CE, 9 juin 2017, n° 399748</a>	<a href="#">n° 93 – juillet 2017</a>
	Sanction disciplinaire et utilisation des réseaux sociaux de nature à perturber le bon déroulement du service ou jeter le discrédit sur l'administration <a href="#">CE, 15 novembre 2017, n° 401650</a>	<a href="#">n° 97 – décembre 2017</a>
<b>Statuts particuliers</b>	Les statuts particuliers des emplois des administrations parisiennes sont fixés par référence aux emplois équivalents de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière, y compris en cas de modification d'un statut particulier <a href="#">CE, 13 décembre 2016, n° 384292</a>	<a href="#">n° 87 – janvier 2017</a>
	Autorisations d'absence délivrées aux membres des CHSCT de la fonction publique d'État et principe de participation des travailleurs à la détermination collective des conditions de travail <a href="#">CE, 18 janvier 2017, n° 386816</a>	<a href="#">n° 88 – février 2017</a>
	Compétence en premier et dernier ressort du Conseil d'État pour connaître du refus du garde des sceaux de proposer au Conseil supérieur de la magistrature la promotion d'un magistrat <a href="#">CE, 29 mars 2017, n° 397724</a>	<a href="#">n° 91 – mai 2017</a>
	Précisions sur les obligations des chambres consulaires en matière de reclassement de leurs agents lorsque ceux-ci se trouvent, de manière définitive, atteints d'une inaptitude physique à occuper leur emploi <a href="#">CE, 19 mai 2017, n° 397577</a>	<a href="#">n° 92 – juin 2017</a>

<b>Recrutement et formation</b>	Le jury d'un examen professionnel peut arrêter un seuil d'admission supérieur au seuil minimal fixé par l'arrêté qui l'organise <a href="#">CE, 12 mai 2017, n° 396335</a>	<a href="#">n° 92 – juin 2017</a>
	L'avertissement donné à un magistrat doit se faire à l'issue d'une procédure qui respecte les droits de la défense <a href="#">CE, 21 juin 2017, n° 398830</a>	
	En dehors des cas où le principe d'impartialité exige qu'ils s'abstiennent de participer aux interrogations et aux délibérations concernant un candidat, il incombe aux membres des jurys d'examen de siéger dans les jurys auxquels ils ont été nommés <a href="#">CE, 7 juin 2017, n° 382986</a>	<a href="#">n° 93 – juillet 2017</a>
	Recrutement des enseignants-chercheurs : précisions sur les modalités de comptabilisation des votes du comité de sélection <a href="#">CE, 27 septembre 2017, n° 404475</a> Devant le juge administratif des données statistiques peuvent constituer des éléments de faits susceptibles de faire présumer une discrimination <a href="#">CE, 16 octobre 2017, n° 383459</a> Une réglementation qui prévoit, en tant que critère d'admission à l'école de police, une taille physique minimale indépendamment du sexe peut constituer une discrimination illicite envers les femmes <a href="#">CJUE, 18 octobre 2017, n° C-409/16</a>	<a href="#">n° 96 – novembre 2017</a>
<b>Carrières et parcours professionnels</b>	Une sanction de radiation illégale d'un professeur des universités n'est créatrice de droits ni pour l'intéressé ni pour des tiers, et peut être retirée sans délai par son auteur <a href="#">CE, 5 décembre 2016, n° 380763</a> Les professions médicales n'ont pas le monopole de la réalisation des tests salivaires de détection des produits stupéfiants <a href="#">CE, 5 décembre 2016, n° 394178</a>	<a href="#">n° 87 – janvier 2017</a>

<b>Carrières et parcours professionnels</b>	<p>Pas d'obligation pour l'administration, préalablement au licenciement pour insuffisance professionnelle, de chercher à reclasser le fonctionnaire sur d'autres emplois que ceux correspondant à son grade <a href="#">CE, 18 janvier 2017, n° 390396</a></p> <p>Un agent titulaire ayant sollicité sa réintégration à l'issue d'une période de mise en disponibilité pour convenances personnelles, dont la demande a été rejetée pour absence de poste vacant a droit à l'allocation chômage <a href="#">CE, 27 janvier 2017, n° 392860</a></p>	<a href="#"><u>n° 88 – février 2017</u></a>
	<p>Une promotion d'échelon ne peut prendre effet avant la création d'un corps et de l'intégration de l'intéressé à celui-ci <a href="#">CE, 10 février 2017, n° 392783</a></p>	<a href="#"><u>n° 89 – mars 2017</u></a>
	<p>Justification du préjudice d'anxiété des agents exposés à l'amiante <a href="#">CE, 3 mars 2017, n° 401395</a></p>	<a href="#"><u>n° 90 – avril 2017</u></a>
	<p>Modalité de la prise d'une mesure de suspension à titre conservatoire à l'égard d'un agent en congé de maladie <a href="#">CE, 31 mars 2017, n° 388109</a></p>	<a href="#"><u>n° 91 – mai 2017</u></a>
	<p>Modalités d'indemnisation de la décision de l'État refusant illégalement de procéder à la réintégration d'un agent en disponibilité <a href="#">CE, 10 juillet 2017, n° 389288</a></p>	<a href="#"><u>n° 94 – septembre 2017</u></a>
	<p>Classement dans l'emploi de praticien hospitalier : les fonctions exercées en tant que médecin scolaire doivent être prises en compte <a href="#">CE, 13 octobre 2017, n° 398856</a></p>	<a href="#"><u>n° 96 – novembre 2017</u></a>
	<p>Précisions sur les conditions de réouverture de l'instruction d'une procédure disciplinaire applicable devant le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche <a href="#">CE, 8 novembre 2017, n° 404627</a></p> <p>Un agent informé de l'intention de l'administration de le déplacer d'office sans que le lieu de sa nouvelle affectation lui soit précisé est mis à même de demander la communication de son dossier <a href="#">CE, 8 novembre 2017, n° 402103</a></p>	<a href="#"><u>n° 97 – décembre 2017</u></a>

<b>Rémunérations, temps de travail et retraite</b>	La mise à la retraite d'un agent public inapte à reprendre son service à la suite à un accident de service ne peut prendre effet rétroactivement <a href="#">CE, 5 décembre 2016, n° 393558</a>	<a href="#">n° 87 – janvier 2017</a>
	Conséquence du maintien du versement à un agent public d'un avantage financier sur le fondement d'un acte inexistant <a href="#">CE, 3 mars 2017, n° 398121</a>	<a href="#">n° 90 – avril 2017</a>
	Précision sur les causes d'interruption et de suspension du délai de prescription biennale relatif à la répétition d'une somme indûment versée par une personne publique à l'un de ses agents au titre de sa rémunération <a href="#">CE, 31 mars 2017, n° 405797, Avis</a>	
	La restitution des sommes payées indûment au titre d'une pension est soumise, en l'absence de disposition contraire, aux dispositions en vigueur à la date à laquelle l'autorité compétente décide de procéder à la répétition des sommes indûment versées <a href="#">CE, 19 avril 2017, n° 398382</a>	<a href="#">n° 91 – mai 2017</a>
	L'exercice d'un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux est possible pour les décisions prises en matière de pensions militaires d'invalidité <a href="#">CE, 17 mars 2017, n° 392162</a>	
	Conditions de report des congés annuels pour les agents publics en cas de congé de maladie <a href="#">CE, 26 avril 2017, n° 406009</a>	
	Possibilité d'accorder une bonification pour enfant de moins de vingt ans atteint d'une invalidité égale ou supérieure à 80 % à un fonctionnaire établissant que son enfant souffre d'une telle invalidité avant même que celle-ci soit reconnue par l'administration <a href="#">CE, 11 mai 2017, n° 401129</a>	<a href="#">n° 92 – juin 2017</a>
Conditions du bénéfice du classement en catégorie active pour les auxiliaires de puériculture <a href="#">CE, 17 mai 2017, n° 397333</a>		
Pensions des militaires : en cas d'appel formé contre un jugement du tribunal des pensions, la requête doit être communiquée à l'auteur de la décision attaquée <a href="#">CE, 31 mars 2017, n° 398954</a>	<a href="#">n° 93 – juillet 2017</a>	

<b>Rémunérations, temps de travail et retraite</b>	<p>Obligation de motivation et décisions refusant de faire droit à une demande de révision d'une pension de retraite <a href="#">CE, 19 juillet 2017, n° 400656</a></p>	<a href="#">n° 94 – septembre 2017</a>
	<p>Un fonctionnaire retraité peut cumuler sa pension avec une rémunération d' élu local <a href="#">CE, 22 septembre 2017, n° 398310</a></p> <p>Précisions sur les modalités d'affiliation des agents publics de Mayotte au régime spécial de retraite <a href="#">CE, 6 octobre 2017, n° 407297</a></p> <p>Les périodes d'astreinte passées dans un logement mis à disposition d'un agent ne constitue pas du temps de travail effectif dès lors que cet agent n'est pas à la disposition permanente et immédiate de son employeur <a href="#">CE, 13 octobre 2017, n° 396934</a></p>	<a href="#">n° 96 – novembre 2017</a>
	<p>Une période de service égale ou supérieure à quarante-cinq jours calendaires constitue un trimestre liquidable <a href="#">CE, 25 octobre 2017, n° 396425</a></p> <p>Sapeur-pompier professionnel : condition du bénéfice d'un congé pour raison opérationnelle <a href="#">CE, 8 novembre 2017, n° 402951</a></p> <p>Le repos hebdomadaire des travailleurs ne doit pas nécessairement être accordé le jour suivant six jours de travail consécutifs <a href="#">CJUE, 9 novembre 2017, n° C-306/16</a></p> <p>Les règles relatives à l'affiliation des fonctionnaires territoriaux à temps non complet à la CNACRL sont contraires au droit de l'Union européenne <a href="#">CCass, ch. civ., 9 novembre 2017, n° 16-20.404</a></p> <p>La collectivité au service de laquelle se trouvait un agent lors d'un accident de service doit supporter les conséquences financières de la rechute consécutive à cet accident, alors même que cette rechute est survenue alors qu'il était au service d'une nouvelle collectivité <a href="#">CE, 24 novembre 2017, n° 397227</a></p>	<a href="#">n° 97 – décembre 2017</a>

<p><b>Encadrement supérieur</b></p>	<p>Eu égard à ses conditions de nomination et aux caractéristiques de ses fonctions, le directeur de l'INC occupe un emploi supérieur à la décision du Gouvernement <a href="#">CE, 9 juin 2017, n° 398519</a></p> <p>La décision mettant fin aux fonctions d'une personne occupant un emploi à la décision du Gouvernement ne permet pas, sauf circonstances particulières, de satisfaire la condition d'urgence requise en matière de référé-suspension <a href="#">CE, Juge des référés, 13 juin 2017, n° 410542</a></p>	<p><a href="#">n° 93 – juillet 2017</a></p>
<p><b>Agents contractuels de droit public</b></p>	<p>Régime contentieux du licenciement des agents contractuels : « <i>La lettre recommandée, mentionnée au II de l'article 45-5 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986, par laquelle l'administration notifie à l'agent contractuel sa décision de le licencier et l'invite à présenter une demande écrite de reclassement, a pour effet de priver l'agent de son emploi tel qu'il résulte de son contrat et, s'il n'est pas fait usage de la faculté de reclassement, de mettre fin à son emploi au sein de l'administration. Il s'ensuit qu'il s'agit d'une décision faisant grief et que l'agent concerné peut former un recours pour excès de pouvoir contre elle, si elle n'est pas devenue définitive, sans qu'il y ait lieu de distinguer, pour apprécier l'effet de cette décision, selon que l'intéressé ne fait pas de demande de reclassement ou refuse le bénéfice de la procédure de reclassement, ou bien que, ayant fait une telle demande, il fait l'objet d'un reclassement, est placé en congé sans traitement à l'issue du préavis prévu à l'article 46 ou, en cas de refus de l'emploi proposé ou d'impossibilité de reclassement au terme du congé sans traitement, est finalement licencié</i> ». <a href="#">CE, 23 décembre 2016, n° 402500, Avis</a></p> <p>Répartition des compétences entre juge administratif et juge judiciaire pour connaître d'un litige relatif au refus d'une personne publique reprenant les activités d'une personne privée de proposer un contrat aux salariés de cette dernière <a href="#">TC, 9 janvier 2017, n° 4073</a></p> <p>Reprise par une personne publique dans le cadre d'un service public administratif de l'activité d'une entité économique employant des salariés de droit privé : conditions de la rupture contractuelle <a href="#">CCass, ch. soc., 10 janvier 2017, n° 15-14.775</a></p> <p>Ressortissant français possédant une autre nationalité ayant conclu un contrat pour pourvoir un emploi en service à l'étranger et juridiction compétente <a href="#">CE, 27 janvier 2017, n° 399793</a></p> <p>Licenciement et retrait du contrat de droit public proposé à un salarié suite à la reprise en gestion directe d'une activité d'une personne privée par une personne publique <a href="#">CCass, ch. soc., 1er février 2017, n° 15-18.480</a></p>	<p><a href="#">n° 87 – janvier 2017</a></p> <p><a href="#">n° 88 – février 2017</a></p> <p><a href="#">n° 89 – mars 2017</a></p>

<b>Agents contractuels de droit public</b>	La circonstance qu'un agent contractuel licencié dans l'intérêt du service justifie d'un droit à congés rémunérés n'a pas pour effet de différer la date de son licenciement <a href="#">CE, 15 mars 2017, n° 390757</a>	<a href="#">n° 90 – avril 2017</a>
	Les dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale en matière de CDD sont compatibles avec le droit de l'union européenne <a href="#">CE, 20 mars 2017, n° 392792</a>	
	Droit à réparation relatif à un agent public irrégulièrement évincé <a href="#">CE, 20 mars 2017, n° 393761</a>	
	Agent contractuel recruté sur un emploi de catégorie A et condition de la requalification du contrat en CDI <a href="#">CE, 29 mars 2017, n° 393150</a>	<a href="#">n° 91 – mai 2017</a>
	Compétence de l'ordre judiciaire pour connaître du litige relatif au licenciement d'un de ses agents par une mission locale pour l'insertion professionnelle des jeunes, exerçant sous forme de groupement d'intérêt public <a href="#">TC, 24 avril 2017, n° 4082</a>	<a href="#">n° 92 – juin 2017</a>
	Compétence de la juridiction judiciaire pour connaître d'un litige relatif à la reprise des clauses substantielles du contrat de travail d'un agent contractuel d'une personne privée dont l'activité a été transférée à une personne publique <a href="#">TC, 3 juillet 2017, n° 4091</a> En l'absence de l'autorisation préalable de l'inspecteur du travail, le licenciement d'un agent contractuel d'un établissement public de santé représentant du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est illégal <a href="#">CE, 5 juillet 2017, n° 395350</a>	<a href="#">n° 94 – septembre 2017</a>
Les litiges relatifs à l'application de la législation sur les accidents du travail qui peuvent s'élever entre les agents contractuels de l'État et l'administration employeur qui leur sert les prestations dues à ce titre relèvent de la compétence des juridictions judiciaires <a href="#">TC, 13 novembre 2017, n° 4100</a>	<a href="#">n° 97 – décembre 2017</a>	
<b>Légistique et procédure contentieuse</b>	Irrecevabilité de l'appel formé par une personne n'ayant été ni présente ni appelée dans l'instance devant le juge des référés du tribunal administratif <a href="#">CE, 6 décembre 2016, n° 405605</a>	<a href="#">n° 87 – janvier 2017</a>
	Le juge administratif ne peut fonder sa décision sur le contenu de documents qui n'auraient pas été communiqués à l'autre partie, y compris s'ils auraient été couverts par un secret garanti par la loi <a href="#">CE, 23 décembre 2016, n° 405791</a> Recevabilité d'une question prioritaire de constitutionnalité devant le Conseil d'État, ayant fait l'objet d'un refus de transmission en appel <a href="#">CE, 28 décembre 2016, n° 401464</a>	<a href="#">n° 88 – février 2017</a>



<b>Légistique et procédure contentieuse</b>	<p>Précisions sur la procédure d'examen d'une QPC : il n'appartient pas au CE de se prononcer sur la régularité de la décision juridictionnelle qui lui a transmis cette QPC, <a href="#">CE, 8 février 2017, n° 404993</a></p>	<a href="#">n° 89 – mars 2017</a>
	<p>L'absence de mention du domicile du défendeur dans la requête n'est pas une cause d'irrecevabilité <a href="#">CE, 10 février 2017, n° 400257</a></p>	
	<p>Un courrier ministériel informant ses destinataires de l'interprétation de la réglementation faite par l'administration et les invitant à s'y conformer est susceptible de recours <a href="#">CE, 7 février 2017, n° 395588</a></p>	
	<p>Notification de jugement erronée et délai de recours <a href="#">CE, 22 février 2017, n° 395184</a></p>	<a href="#">n° 90 – avril 2017</a>
	<p>Impossibilité de mettre en œuvre une loi à titre expérimental alors que cette loi ne l'a pas elle-même pas prévu <a href="#">CE, 15 mars 2017, n° 391654</a></p>	
	<p>Compétence du juge administratif pour connaître des contestations relatives à l'application des conventions collectives et accords d'entreprise à la situation individuelle de fonctionnaires <a href="#">CE, 31 mars 2017, n° 401069</a></p>	
<p>Un recours administratif préalable obligatoire à l'encontre d'une décision individuelle irrégulièrement notifiée doit s'exercer dans un délai raisonnable <a href="#">CE, 31 mars 2017, n° 389842</a></p>		
<p>Un jugement dont l'accusé de réception indique seulement une date de présentation n'est pas notifié <a href="#">CE, 31 mars 2017, n° 398943</a></p>	<a href="#">n° 91 – mai 2017</a>	
<p>Demande tendant à la réformation d'un règlement illégal : « l'autorité compétente, saisie d'une demande tendant à l'abrogation d'un règlement illégal, est tenue d'y déférer, soit que ce règlement ait été illégal dès la date de sa signature, soit que l'illégalité résulte de circonstances de droit ou de fait postérieures à cette date ; que, de même, lorsqu'elle est saisie d'une demande tendant à la réformation d'un règlement illégal, l'autorité compétente est tenue d'y substituer des dispositions de nature à mettre fin à cette illégalité » <a href="#">CE, 31 mars 2017, n° 393190</a></p>		
<p>Un litige relatif au classement indiciaire à la suite d'un détachement dans un corps d'un agent public nommé par décret du Président de la République relève de la compétence des tribunaux administratifs <a href="#">CE, 22 février 2017, n° 400510</a></p>	<a href="#">n° 92 – juin 2017</a>	

<b>Légistique et procédure contentieuse</b>	<p>Précisions sur la régularité des notifications administratives et les conséquences sur le point de départ des délais de recours contentieux <a href="#">CE, 10 mai 2017, n° 396279</a></p> <p>Conséquence du défaut de visa d'un mémoire produit avant la clôture de l'instruction et soulevant un nouveau moyen <a href="#">CE, 12 mai 2017, n° 391109</a></p> <p>Remise en cause d'une ordonnance de référé prononçant la suspension d'une décision de révocation et remboursement des sommes versées à titre de rémunération en exécution de la suspension <a href="#">CE, 17 mai 2017, n° 397053</a></p> <p>Irrecevabilité du recours dirigé contre une réponse contenue dans une "foire aux questions" disponible en ligne, renvoyant, sans s'y substituer, à des circulaires ministérielles <a href="#">CE, 17 mai 2017, n° 404270</a></p>	<a href="#"><b>n° 92 – juin 2017</b></a>
	<p>Le versement d'une somme en exécution d'une décision de justice infirmée par l'exercice des voies de recours, ne donne pas droit aux intérêts moratoires <a href="#">CE, 2 juin 2017, n° 397571</a></p>	<a href="#"><b>n° 93 – juillet 2017</b></a>
	<p>Impossibilité de conditionner un désistement aux motifs et au dispositif de la décision à rendre <a href="#">CE, 10 mai 2017, n° 394826</a></p> <p>Le principe d'impartialité ne s'oppose pas à ce qu'un membre d'une juridiction administrative qui a statué en tant que juge du référé provision exerce ensuite les fonctions de rapporteur public lors de l'examen de l'affaire par la juridiction du fond <a href="#">CE, 5 juillet 2017, n° 402481</a></p> <p>QPC : cas où une version antérieure d'une disposition, similaire dans sa substance à la disposition critiquée, a déjà été déclarée conforme à la constitution avec une réserve d'interprétation <a href="#">CE, 7 juillet 2017, n° 410620</a></p> <p>QPC et substitution de motifs <a href="#">CE, 12 juillet 2017, n° 402042</a></p>	<a href="#"><b>n° 94– septembre 2017</b></a>
	<p>Avant 2017, les recours pour excès de pouvoir dirigés contre les actes relatifs à la situation personnelle des agents contractuels et temporaires de la fonction publique n'étaient pas soumis à l'obligation de représentation par un avocat en appel quelle que soit la nature de leurs contrats <a href="#">CE, 6 octobre 2017, n° 401565</a></p> <p>Un litige relatif à la détermination et au versement de l'allocation temporaire d'invalidité est soumis en matière contentieuse aux règles applicables aux pensions <a href="#">CE, 23 octobre 2017, Avis, n° 412285</a></p>	<a href="#"><b>n° 96– novembre 2017</b></a>